

Visa : DGLTE

**Arrêté n° 0693 /CSA fixant l'organisation et le
Fonctionnement du Comité Technique Sectoriel «
Sécurité alimentaire »**

LE COMMISSAIRE A LA SECURITE ALIMENTAIRE

Vu la loi d'orientation n° 2001-050 du 19 Juillet 2001 relative à la lutte contre la pauvreté.

Vu le décret n° 037/2004 du 06 Avril 2004 portant nomination du Commissaire à la Sécurité Alimentaire.

Vu le décret n° 058-01 du 22 Mars 2001 portant redéfinition de la mission et les règles d'organisations et de fonctionnement du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Vu le décret n° 2005-031 du 18 Avril 2005 portant organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

ARRETE

Article 1^{er}: Le présent arrêté a pour objet de définir les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité Technique Sectoriel (CTS) « Sécurité alimentaire » , structure technique d'appui au Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP) , instituée aux termes du décret n° 2005-031 du 18 Avril 2005 portant organisation du dispositif institutionnel de formulation , de mise en œuvre , de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté .

Article 2: Conformément aux dispositions du décret n° 2005-031 du 18 Avril 2005, le CTS « Sécurité alimentaire » est un outil d'aide à la décision placé auprès du Commissaire à la Sécurité Alimentaire. Il sert de « point focal » sectoriel pour le suivi programmatique de la lutte contre la pauvreté, notamment pour l'élaboration, le suivi et la mise à jour du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sectoriel.

Article 3: Le CTS « Sécurité alimentaire » est présidé par le Conseiller chargé des relations avec les structures de l'Etat. Il comprend:

- Des représentants du CSA :
 - Le Directeur des Programmes du CSA .
 - Le Directeur de l'Action Humanitaire du CSA .
 - Le Directeur Général de l'Agence d'Exécution des Microprojets du CSA.
 - Le Directeur de l'Observatoire à la Sécurité Alimentaire du CSA .
 - Le Directeur Administratif et Financier du CSA .

- Le Chef de la Cellule de Nutrition du CSA .
- Des représentants des Ministères suivants :
 - Un représentant du MF .
 - Un représentant du MAED.
 - Un représentant du MDRHE .
 - Un représentant du CDHLCPI.
 - Un représentant du MSAS.
 - Un représentant du MCAT.
 - Un représentant du MCLAOIEO.
 - Un représentant du SECF.
- cinq représentants de la société (collectifs d'ONG, associations socioprofessionnelles) concernés par les questions de sécurité alimentaire.
- Des représentants de l'UE, de la FAO, du PAM et du SCAC.
- Deux personnes ressources choisies pour leurs compétences.

Les représentants de la société civile et les deux personnes ressources seront désignés par note de service du Commissaire.

Le CTS pourra s'adjoindre toute personne physique ou morale dont l'apport sera jugé utile.

Article 4: Les membres du CTS relevant du Commissariat à la Sécurité Alimentaire constituent le noyau du CTS « sécurité alimentaire ». Ce noyau se réunit sur une base mensuelle afin de produire une fiche mensuelle de situation des programmes et du CDMT sectoriel qui est transmise au Commissariat à la Sécurité Alimentaire et au Secrétariat de Coordination du CSLP.

Article 5: La fiche élaborée par le noyau du CTS fournit des clignotants pour la décision. Elle favorise également l'établissement d'une communication régulière, les principales Directions et les Responsables des programmes prioritaires, facilitant ainsi la production des tableaux de bord trimestriels. Elle est examinée lors des Comités de Direction du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Article 6: Au terme de chaque trimestre, le noyau du CTS prépare le Tableau de bord sectoriel du suivi des actions prioritaires et met à jour les fiches d'information sur les programmes. Cette mise à jour est transmise au Secrétariat de Coordination du CSLP. L'ensemble du CTS se réunit « en plénière » au terme de chaque trimestre afin de se prononcer sur les résultats et recommandations présentés dans le Tableau de bord sectoriel de suivi des actions prioritaires.

Article 7: Le Commissaire Adjoint à la Sécurité Alimentaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Nouakchott, le 30 Mai 2005

Hamoud Ould Ely